

Préfecture de la Meuse
Secrétariat général
Direction des usagers et des libertés publiques
Bureau de l'environnement

29/06/2015
ARRÊTÉ n° 2015-1315 du 29 JUIN 2015

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert
de matériaux calcaires par la Société CALIN
sur le territoire de la commune de GONDRECOURT-LE-CHÂTEAU**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier l'Ordre National du Mérite,**

VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 513-1, R. 512-31 et R. 513-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du 12 novembre 2014 portant nomination de M. Jean-Michel MOUGARD, Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral 2015-689 du 7 avril 2015 accordant délégation de signature à M. Philippe BRUGNOT, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

VU le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques " ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, etc..., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral 2005-1355 du 14 juin 2005 autorisant et réglementant l'exploitation d'une carrière de calcaire par la société CALIN sur le territoire de la commune de GONDRECOURT LE CHÂTEAU ;

VU la déclaration d'antériorité adressée par la société CALIN à la Préfète de la Meuse par courrier du 21 novembre 2013 ;

VU le rapport de l'inspection et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine RV/14/52 du 14 mars 2014 ;

VU l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (formation spécialisée « carrières ») en date du 20 mai 2015 ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant, reçue le 22 juin 2015 dans le cadre de la procédure contradictoire ;



Considérant que la déclaration d'antériorité a été réalisée dans le délai d'un an à compter de la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article L. 513-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'autorité administrative avait connaissance de l'exploitation par la société CALIN d'installations de criblage-concassage des matériaux et de transit de produits minéraux extraits de sa carrière à ciel ouvert de calcaire située sur le territoire de la commune de GONDRECOURT LE CHÂTEAU, déjà autorisée et réglementée par l'arrêté préfectoral 2005-1355 du 14 juin 2005 ;

Considérant que la demande de la société CALIN visant à bénéficier des droits acquis pour la poursuite d'exploitation de son installation de criblage-concassage des matériaux extraits de la carrière susvisée, soumise dorénavant à enregistrement au titre de la rubrique 2515-1b de la nomenclature des installations, est légitime ;

Considérant que la demande de la société CALIN visant à bénéficier des droits acquis pour la poursuite d'exploitation de son installation de transit de produits minéraux extraits de la carrière susvisée, soumise dorénavant à déclaration au titre de la rubrique 2517-3 de la nomenclature des installations, est également légitime ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : modification du classement des installations exploitées

Le tableau figurant à l'article 3 de l'arrêté préfectoral 2005 -1355 du 14 juin 2005 autorisant et réglementant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires par la société CALIN sur le territoire de la commune de GONDRECOURT-LE-CHATEAU est remplacé par le suivant :

«

<i>Rubriques</i>	<i>Installations et activités classées</i>	<i>Classement</i>
2510-1	<i>Exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires</i> <i>Production moyenne : 290 000 t/an</i> <i>Production maximale : 400 000 t/an</i>	A
2515-1b	<i>Broyage, concassage, ..., de produits minéraux naturels ou artificiels,</i> <i>la puissance installée des installations de traitement étant supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW.</i> <i>Puissance maximale installée : 500 kW</i>	E
2517-3	<i>Station de transit de produits minéraux naturels ou artificiels.</i> <i>Superficie maximale de l'aire de transit : 9 500 m²</i>	D

A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, NC : non classé »

Article 2 : Prescriptions applicables

2.1 L'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et en particulier celles visées dans son annexe II, pour la poursuite d'exploitation de l'unité de criblage-concassage des matériaux extraits de sa carrière à ciel ouvert de calcaire située sur le territoire de la commune de GONDRECOURT LE CHÂTEAU, selon l'échéancier fixé par cet arrêté ministériel dès lors que ces dernières ne sont pas contraires aux prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter 2005 -1355 du 14 juin 2005.

L'exploitant établira un bilan de conformité de cette unité de criblage-concassage des matériaux aux dispositions dudit arrêté ministériel du 26 novembre 2012 et le transmettra au Préfet et à l'inspection des installations classées **dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.**

2.2 L'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques ", pour la poursuite d'exploitation de la station de transit des matériaux extraits de sa carrière à ciel ouvert de calcaire située sur le territoire de la commune de GONDRECOURT LE CHÂTEAU, dès lors que ces dernières ne sont pas contraires aux prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter 2005 -1355 du 14 juin 2005.

Article 3 : sanctions administratives

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY - 5 place de la Carrière - case officielle n° 20038 – 54036 NANCY CEDEX. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, le délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 5 : sanctions

Toute infraction aux présentes prescriptions, notamment celles relatives aux conditions de remise en état, constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions du Code de l'environnement.

Article 6 : publication

Une copie de cette décision est déposée dans les mairies de Remennecourt et de Rancourt-sur-Ornain et peut y être consultée.

Elle y fait l'objet d'un affichage pendant une durée minimale d'un mois, un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires de Remennecourt et de Rancourt-sur-Ornain.

Un avis est inséré par le préfet, aux frais de l'exploitant, en caractères apparents dans deux journaux du département de la Meuse.

Article 7 : exécution et information

Le secrétaire général de la préfecture de la Meuse, le maire de Remmenecourt, le maire de

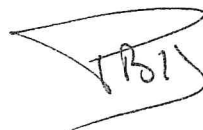
Rancourt-sur-Ornain et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à titre de notification : au président-directeur général de la société « PAUL CALIN », 25 rue Voltaire à Harchéchamp (88 300) ;
- à titre d'information :
 - à la sous-préfète de Commercy ;
 - au maire de Gondrecourt-le-Château ;
 - au responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
 - au directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Meuse ;
 - au directeur départemental des territoires de la Meuse ;
 - à la déléguée territoriale de la Meuse de l'agence régionale de santé Lorraine ;
 - au chef du service interministériel de défense et de la protection civile de la Meuse ;
 - au président du conseil départemental de la Meuse (direction des routes) ;
 - à l'architecte des bâtiments de France, chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine de la Meuse.

À Bar-le-Duc, le **29 JUIN 2015**

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture



Philippe BRUGNOT